



UNHCR

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

LIBÉRER LE POTENTIEL

LE DROIT À
L'ÉDUCATION
ET À L'ÉGALITÉ
DES CHANCES

Universel.
Inclusif.
Essentiel.



À PROPOS DE CE RAPPORT

Le rapport 2023 du HCR sur l'éducation des réfugiés décrit les défis auxquels sont confrontés les quelque 15 millions d'enfants réfugiés en âge d'aller à l'école¹ relevant du mandat du HCR, y compris les Vénézuéliens en âge d'aller à l'école qui ont trouvé refuge hors de leur pays. Il met également en lumière les réalisations et les aspirations de jeunes réfugiés qui, avec un soutien approprié, ont atteint des résultats scolaires remarquables grâce à leur persévérance, leur résilience, leur détermination et leur travail acharné.

Les données sur le taux de scolarisation des réfugiés et les chiffres de la population proviennent des bureaux nationaux du HCR et se réfèrent à l'année scolaire 2021-2022. Le rapport fait également référence aux dernières données disponibles sur les enfants et les jeunes scolarisés et non scolarisés de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

¹ Calculé pour 2022, en prenant en compte le nombre d'enfants en âge de fréquenter les établissements scolaires pré-primaires, primaires et secondaires dans les pays qui communiquent des données et en appliquant le ratio à la population mondiale de réfugiés – pour plus d'informations sur les données démographiques à propos des réfugiés, voir le rapport annuel du HCR « Tendances mondiales – Déplacement forcé en 2022 ».

La complexité croissante des situations d'urgence humanitaire impliquant des déplacements forcés pose plusieurs défis en matière de collecte de données. En outre, les progrès essentiels en matière d'intégration des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux créent des défis supplémentaires, tels que le manque de données sur la scolarisation des élèves ventilées par statut de protection – un problème qui devrait persister dans un avenir proche.

Lorsque les réfugiés sont intégrés dans les systèmes éducatifs nationaux, il est souvent difficile de déterminer quand et où ils accèdent à l'éducation. Dans d'autres contextes, où certains réfugiés fréquentent les écoles des camps et d'autres les écoles publiques, les données communiquées par les bureaux pays du HCR ne concernent que les populations vivant dans les camps (et ne sont donc pas représentatives de l'ensemble des réfugiés en âge d'être scolarisés).

Malgré ces limites, plus de 70 pays ont fourni des données, ce qui nous permet de dresser le tableau le plus complet à ce jour de l'éducation des réfugiés dans le monde. Si des progrès peuvent être constatés, il n'en demeure pas moins que nous sommes encore loin de permettre à tous les jeunes réfugiés d'exercer leur droit fondamental à l'éducation.

📷 Des élèves afghanes fréquentent l'école pour filles rénovée par le HCR dans le village de réfugiés de Khazaana, à Khyber Pakhtunkhwa, au Pakistan.
© HCR / Mercury Transformations

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos de Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.....	4
Analyse des données: Plus de 50 % des enfants réfugiés ne sont pas scolarisés.....	6
Étude de cas: Nilab Akhmad, originaire d'Afghanistan.....	14
Étude de cas: Monicah Malith, du Soudan du Sud.....	16
Étude de cas: Manar Emad, d'Iraq	18
Appel à l'action: Vers un accès à l'éducation pour tous les réfugiés	20
Le mot de la fin: Leonardo Garnier, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU	23



AVANT-PROPOS

SANS LA CLÉ QUE REPRÉSENTE L'ÉDUCATION, NOUS NE POURRONS JAMAIS LIBÉRER LE POTENTIEL DES ENFANTS RÉFUGIÉS

**PAR FILIPPO GRANDI
HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES RÉFUGIÉS**

Des systèmes éducatifs nationaux pleinement inclusifs offrent aux réfugiés la possibilité de s'épanouir, ce qui est bénéfique pour les réfugiés et leurs hôtes.

Le tout premier Haut Commissaire pour les réfugiés, le diplomate norvégien Fridtjof Nansen, a fixé une norme redoutable pour ses successeurs.

Alors que la Société des Nations était aux prises avec les conséquences tumultueuses de la Première Guerre mondiale, Fridtjof Nansen s'est vu confier trois missions herculéennes : non seulement aider des centaines de milliers de personnes qui avaient fui la violence et la révolution, mais aussi organiser le rapatriement des prisonniers de guerre et mobiliser les secours pour lutter contre la famine en Russie.

Alors qu'il s'attaquait à cette tâche, Fridtjof Nansen a passé près d'une décennie au sommet de la diplomatie mondiale. Bien avant cela, cependant, il avait attiré l'attention du monde entier en tant que pionnier des explorations polaires. Et il aurait pu prendre tant d'autres directions. Après avoir quitté l'école, il a envisagé l'ingénierie, le service militaire et la sylviculture, avant d'opter pour la zoologie (en espérant qu'elle ne l'empêcherait pas de pratiquer sa véritable passion, le ski).

Comment a-t-il fait ? Il possédait sans aucun doute les qualités innées de courage, de détermination, de leadership et de

compassion. Pourtant, sans la chance d'aller à l'école et à l'université, il ne se serait jamais aventuré dans le monde académique. Le travail universitaire l'a tour à tour mené vers le travail de terrain, l'exploration, la renommée, la politique, la diplomatie de haut niveau, et finalement vers le prix Nobel de la paix.

Je mentionne ce grand humanitaire non seulement parce qu'il a été l'un de mes prédécesseurs, mais aussi parce que sa carrière aux multiples facettes met en lumière un point crucial à propos de l'accès aux opportunités. Fridtjof Nansen aurait considéré l'éducation qui a libéré son potentiel comme allant de soi. S'il avait connu les difficultés qu'éprouvent aujourd'hui les réfugiés pour accéder à l'éducation, il aurait sans doute été consterné.

En juin, j'étais au Kenya, pays qui accueille 624 000 réfugiés et demandeurs d'asile, notamment des milliers de personnes déplacées au cours des derniers mois. Îlot de stabilité dans une région fragile, le Kenya n'a guère d'autre choix que de gérer les conséquences des conflits et du changement climatique. Cela consiste notamment à permettre aux enfants réfugiés d'aller à l'école. À cet égard, la volonté louable du Kenya de soutenir les enfants déracinés doit s'accompagner de ressources adéquates.

Un peu plus de 70 % des réfugiés en âge d'aller à l'école primaire sont scolarisés. Cependant, plus on gravit les échelons du parcours scolaire, plus le nombre de réfugiés



« Nous avons besoin de systèmes éducatifs pleinement inclusifs qui garantissent aux réfugiés le même accès et les mêmes droits qu'aux élèves des pays d'accueil ».

📷 Le Haut Commissaire Filippo Grandi rencontre une famille somalienne récemment arrivée dans le camp de réfugiés de Dagahaley à Dadaab, au Kenya © HCR / Samuel Otieno

se réduit, car les possibilités d'étudier dans le secondaire et l'enseignement supérieur sont limitées. Le schéma est le même au niveau mondial, comme le révèle le dernier rapport du HCR sur l'éducation: les taux bruts de scolarisation des réfugiés sont de 65% pour les enfants en âge de fréquenter l'école primaire, de 41% pour l'école secondaire et de 6% pour l'enseignement supérieur. Ces chiffres sont inférieurs aux taux de scolarisation des enfants non réfugiés, qui sont nettement plus élevés dans tous les États, à l'exception de ceux qui ont les revenus les plus faibles.

C'est important pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, environ 20% des réfugiés à l'échelle mondiale vivent dans les 46 États les moins avancés de la planète, qui sont en quelque sorte censés assumer cette responsabilité alors qu'ils ne représentent collectivement que 1,3% du PIB mondial. Résultat? Sur les quelque 15 millions de réfugiés en âge d'être scolarisés, la moitié ne va pas à l'école. La population déplacée augmentant chaque année, une proportion importante et croissante d'enfants dans le monde n'a pas accès à l'éducation.

Deuxièmement, l'ambition de garantir à chaque enfant l'accès à une éducation complète et de qualité ne sera pas pleinement réalisée si ce fossé n'est pas comblé. Cette année,

nous sommes à mi-chemin de la « date butoir » de 2030 pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies. L'ODD 4 porte sur l'éducation - plus précisément sur l'accès équitable et universel à une éducation de qualité à tous les niveaux. Les enfants réfugiés doivent absolument être pris en compte dans la réalisation de cet objectif, mais si leur accès à l'éducation n'est pas considérablement renforcé, ils seront laissés pour compte. Cela ne facilitera pas la réalisation des autres objectifs en matière d'emploi, de santé, d'égalité, d'éradication de la pauvreté, etc.

Si l'on compare les statistiques relatives à l'éducation des réfugiés avec celles des années précédentes, on a parfois l'impression de courir pour ne pas avancer. Pourtant, des progrès ont été accomplis – de manière irrégulière et discontinue, mais des progrès tout de même. Des millions de réfugiés ont bénéficié d'un certain niveau d'éducation, et des milliers d'entre eux ont atteint les niveaux les plus élevés.

Pour poursuivre et accélérer ces progrès, nous avons besoin de systèmes éducatifs pleinement inclusifs qui donnent aux réfugiés le même accès et les mêmes droits qu'aux élèves des pays d'accueil. Cela signifie qu'il faut supprimer les obstacles fondés sur des facteurs tels que la nationalité, le statut juridique et les documents, leur permettre de suivre un programme d'études accrédité dans des écoles agréées avec des enseignants qualifiés, et mettre en œuvre d'autres politiques visant à garantir qu'ils reçoivent une éducation qui n'est ni meilleure ni moins bonne que pour les autres.

Lorsque les pays d'accueil des réfugiés mettent en œuvre de telles politiques, ils ont besoin d'un soutien prévisible et pluriannuel de la part des institutions financières mondiales et régionales, des États à revenu élevé et du secteur privé - argent, technologie, expertise, formation – afin de créer une base de soutien plus large. Nous ne pouvons pas attendre de pays débordés et disposant de ressources limitées qu'ils assument seuls cette tâche.

Dans le rapport de cette année, nous avons demandé à trois réfugiées de faire le récit de leur parcours scolaire et de partager leurs espoirs et aspirations pour la suite. Ce sont des histoires qui témoignent de succès, mais aussi de luttes, de revers et d'obstacles auxquels de nombreux jeunes non-réfugiés n'ont pas à penser, et encore moins à faire face. Elles montrent ce qui peut être accompli, mais elles me font aussi penser aux enfants qui ont été et sont encore laissés pour compte.

Il ne s'agit pas uniquement de statistiques et d'objectifs. Il s'agit de développement, d'opportunités, de connexions inattendues, d'ouvrir des portes, de déclencher des réactions en chaîne. Qu'aurions-nous perdu si un jeune Fridtjof Nansen n'avait pas pu aller à l'école? Et que sommes-nous en train de perdre, collectivement, parce que la moitié des enfants réfugiés d'aujourd'hui ne sont pas scolarisés? Nous pouvons laisser languir ces explorateurs, diplomates, ingénieurs, forestiers et zoologistes potentiels, ou nous pouvons faire en sorte qu'ils réalisent leur potentiel – à leur avantage, et au nôtre.



📷 Ayen Malith, originaire du Soudan du Sud, assiste à un cours d'anglais à l'école pour filles Morneau Shepell, dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya.
© HCR / Charity Nzomo

ANALYSE DES DONNÉES

PLUS DE 50 % DES ENFANTS RÉFUGIÉS NE SONT PAS SCOLARISÉS

Un tableau plus clair de l'éducation des réfugiés se dessine

Fin 2022, le nombre de personnes déplacées de force dans le monde s'élevait à 108 millions, dont 35,3 millions de réfugiés.² La population de réfugiés en âge d'être scolarisés, qui était d'environ 10 millions l'année dernière, est passée à 14,8 millions.³

Selon les estimations, 51% de ces enfants ne sont pas scolarisés, ce qui signifie que plus de 7 millions d'enfants réfugiés n'ont pas accès à l'éducation.

Le tableau le plus précis à ce jour de l'éducation des réfugiés

Pour ce rapport couvrant l'année académique 2021-2022, **plus de 70 pays** accueillant des réfugiés sont pris en compte dans notre évaluation de l'accès des réfugiés à l'éducation – un chiffre plus élevé que jamais, ce qui nous donne le tableau le plus précis à ce jour.

Les données recueillies dans ces pays indiquent que les taux bruts moyens de scolarisation des réfugiés s'élèvent à **38%** pour l'enseignement pré-primaire, **65%** pour le primaire, **41%** pour le secondaire et **6%** pour l'enseignement supérieur.⁴

Ces chiffres ne tiennent pas compte de la situation des réfugiés d'Ukraine (voir la section « Obstacles à l'apprentissage pour les enfants d'Ukraine » ci-dessous).

À première vue, comparés au rapport du HCR sur l'éducation des réfugiés de 2022, les chiffres de cette année semblent indiquer une diminution des inscriptions dans l'enseignement pré-primaire et primaire, une augmentation des inscriptions dans le secondaire et aucun changement dans les inscriptions dans l'enseignement supérieur. Toutefois, comme les chiffres de l'année dernière portent sur un nombre plus restreint de pays (un peu plus de 40), il est impossible d'établir des comparaisons directes.

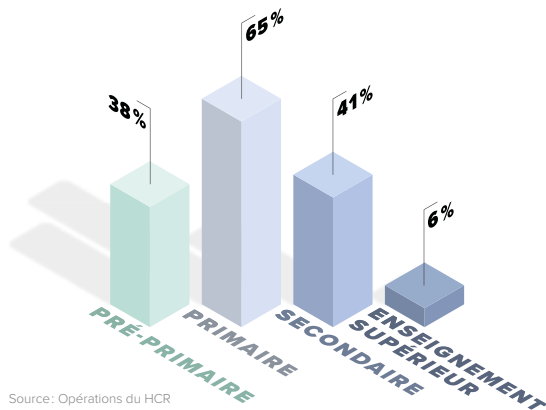
² HCR, « Tendances mondiales – Déplacement forcé en 2022 » (Copenhague: HCR, 2022), <https://www.unhcr.org/fr/tendances-mondiales-2022>.

³ Opérations pays du HCR. Tous les chiffres concernant les réfugiés sont des calculs de l'auteur à partir de données provenant des opérations pays du HCR.

⁴ Opérations pays du HCR.

Taux de scolarisation des réfugiés

Moyenne des pays ayant communiqué des données, 2021–22



Source: Opérations du HCR

Vers la parité hommes-femmes

En moyenne, on constate une parité entre les sexes avec des taux d'accès similaires pour les garçons et les filles réfugiés.

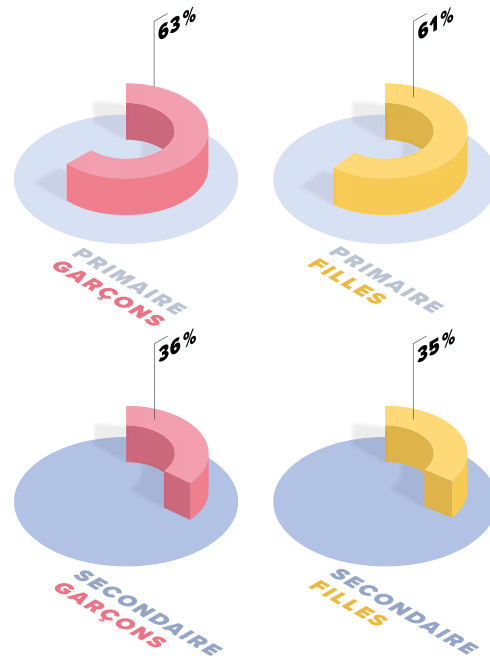
Parmi les pays ayant fourni des données ventilées par genre, les taux moyens de scolarisation dans le primaire étaient de 63% pour les garçons et de 61% pour les filles. Au niveau de l'enseignement secondaire, les chiffres correspondants étaient de 36% et 35%.⁵

Disparités entre les sexes dans l'accès à l'éducation primaire

Pays présentant les écarts les plus importants, taux de scolarisation des réfugiés

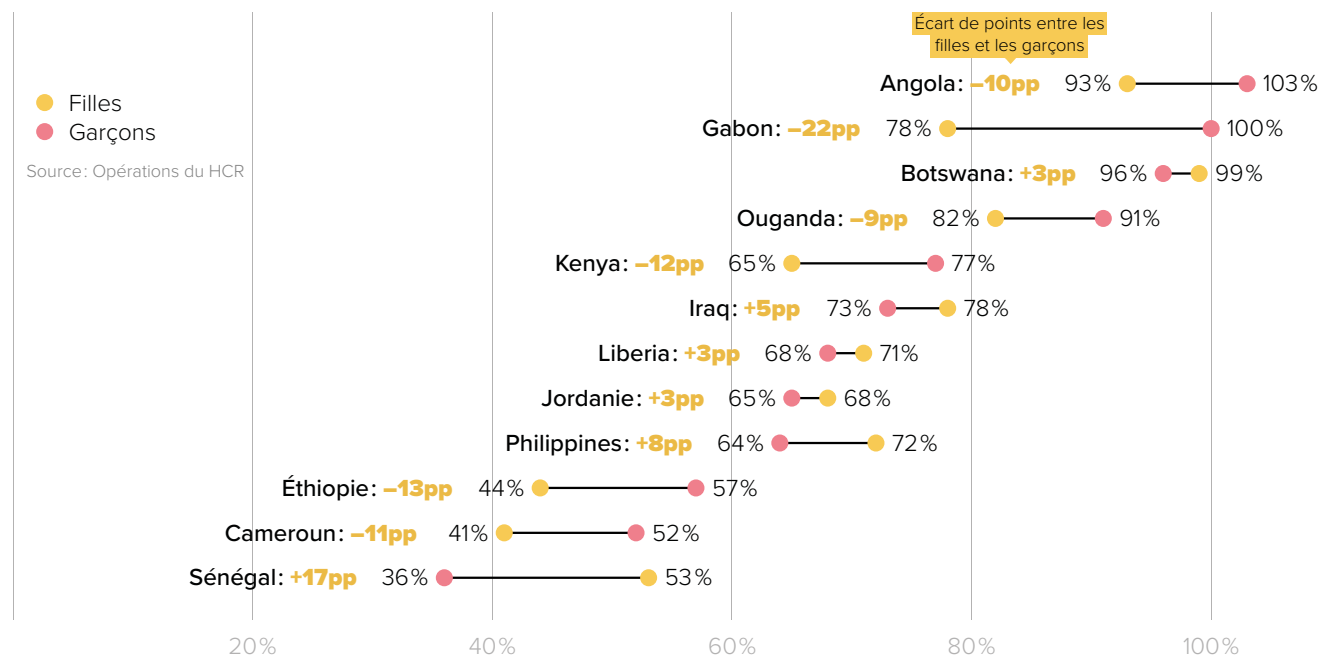
Taux bruts de scolarisation des réfugiés

Moyenne des pays ayant communiqué des données, genre



Source: Opérations du HCR

Toutefois, cela ne signifie pas que la parité a été atteinte dans tous les pays d'accueil des réfugiés. Le graphique ci-dessous illustre certaines de ces disparités, la longueur des lignes étant proportionnelle à l'importance des écarts entre les filles et les garçons. Le Sénégal et le Gabon présentent les plus grandes disparités: au Sénégal, par exemple, les taux de scolarisation sont de 53% pour les filles et de 36% pour les garçons; en revanche, au Gabon, la situation est inversée, avec un taux de scolarisation de 100% pour les garçons et de 78% pour les filles.⁶



Source: Opérations du HCR

⁵ Opérations pays du HCR.

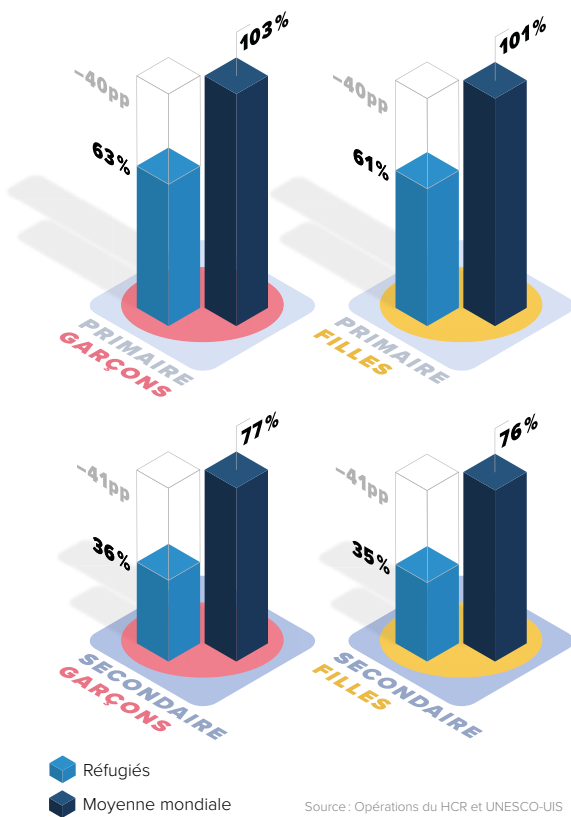
⁶ Opérations pays du HCR.

Les problèmes d'accès persistent

De nettes disparités sont perceptibles lorsque l'on compare les taux d'accès des réfugiés aux moyennes nationales aux niveaux primaire et secondaire. Alors que les taux bruts de scolarisation moyens mondiaux dans l'enseignement primaire pour les garçons et les filles s'élevaient respectivement à 103% et à 101%,⁷ ceux-ci n'étaient que de 63% et 61% pour les réfugiés, garçons et filles, respectivement.⁸ Dans l'enseignement secondaire, ces différences sont également visibles dans les taux de scolarisation des réfugiés, garçons et filles, qui sont inférieurs à la moitié de la moyenne mondiale.

Taux bruts de scolarisation

Moyennes mondiales et pays ayant communiqué des données sur les réfugiés, genre



Un examen plus approfondi de la situation dans les principaux pays d'accueil des réfugiés met encore plus en évidence l'écart en matière d'accès à l'éducation pour les réfugiés. Comme illustré ci-dessous, les pays présentant les écarts les plus importants sont le Pérou, la Colombie et le Bangladesh, où l'on observe une différence de 80, 80 et 74 points de pourcentage, respectivement, entre le taux de scolarisation des réfugiés et la moyenne nationale.⁹

⁷ UNESCO-ISU, « Statistiques ISU », 2023, <http://data.uis.unesco.org/?lang=fr&SubSessionId=133ec157-e680-4960-a581-a8f5f0214e2e&themetreeid=200>; les taux de scolarisation peuvent dépasser 100% du fait d'apprenants plus âgés, comme des élèves qui redoublent ou qui rattrapent des années d'études manquées.

⁸ Opérations pays du HCR.

⁹ Opérations pays du HCR.

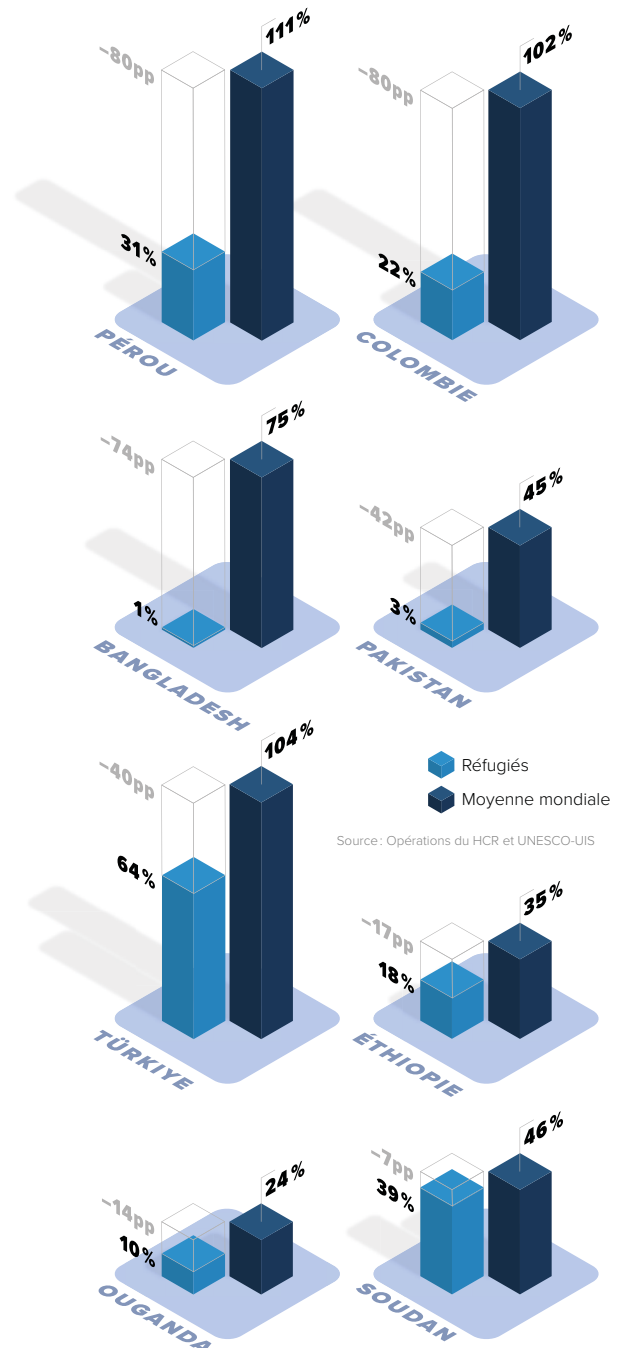
¹⁰ UNESCO-ISU, « Statistiques ISU ».

Les données montrent également que les pays à revenu intermédiaire supérieur ayant d'importantes populations déplacées de force, tels que la Türkiye, la Colombie et le Pérou, ont des taux moyens nationaux de scolarisation dans le secondaire qui dépassent 100%,¹⁰ alors que les taux de scolarisation des réfugiés et des Vénézuéliens déplacés à l'étranger sont nettement inférieurs. En Colombie, par exemple, les taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire des Vénézuéliens déplacés représentent près d'un cinquième des taux de scolarisation de la population d'accueil.

Dans d'autres pays, comme en Ouganda et en Éthiopie, si les taux moyens de scolarisation dans le secondaire sont faibles en général, ils sont encore nettement inférieurs pour les réfugiés.

Taux bruts de scolarisation dans le secondaire

Moyennes nationales et pour les réfugiés, principaux pays d'accueil



Un tableau qui évolue ?

Le tableau habituel, bien que déprimant, est que la scolarisation des enfants réfugiés dans le secondaire est nettement inférieure à celle du primaire – et que l'écart dans le secondaire entre les réfugiés et les non-réfugiés est important. Le dernier chiffre, 41%, montre une amélioration potentiellement encourageante par rapport à l'année dernière, où il était de 37%, bien que l'analyse ne soit pas basée sur les mêmes pays.¹¹

Mais le tableau est très contrasté. En Türkiye, en seulement deux ans, le taux de scolarisation des réfugiés est passé de 27% à plus de 60%. Au Pakistan, en revanche, le chiffre est passé de 5% à 1%, puis est remonté à 3% au cours de la même période.¹² En Colombie, le taux d'inscription des Vénézuéliens déplacés est tombé à 22%, contre 30% l'année précédente.¹³

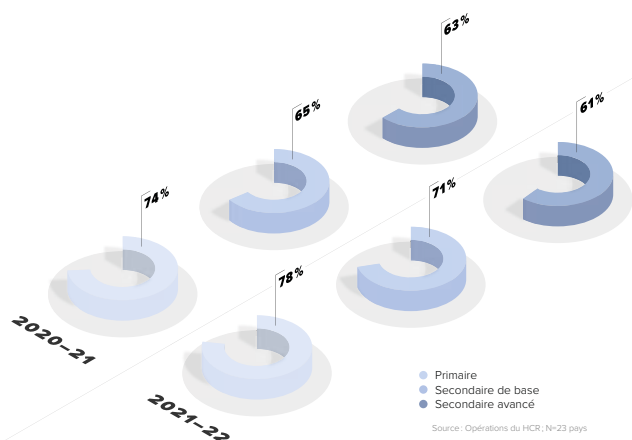
La question de la qualité

La scolarisation est un début, mais lorsque les réfugiés sont scolarisés, nous devons nous demander s'ils reçoivent une éducation de *qualité*.

Certains éléments indiquent que les élèves réfugiés peuvent exceller s'ils bénéficient des opportunités appropriées. Si peu de réfugiés se présentent aux examens nationaux, lorsqu'ils peuvent le faire, leur taux de réussite à tous les niveaux est élevé, dépassant parfois la moyenne nationale. Dans les pays ayant communiqué des données, 78% des élèves réfugiés qui passent des examens au niveau primaire les réussissent. Ces chiffres sont respectivement de 71% et 61% pour le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.¹⁴ Au niveau primaire, les taux de réussite sont plus élevés pour les garçons que pour les filles, avec respectivement 83% et 78%.¹⁵

Taux de réussite des réfugiés aux examens nationaux

Moyenne des pays ayant communiqué des données

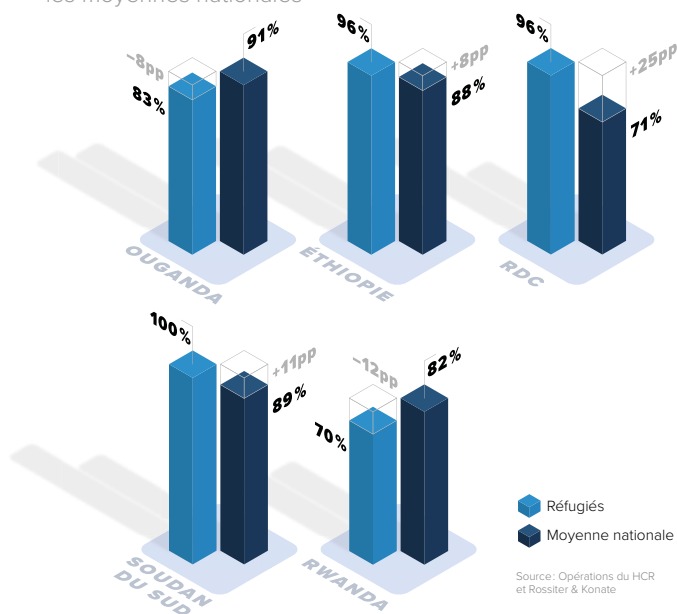


¹¹ Opérations pays du HCR.
¹² Opérations pays du HCR.
¹³ Opérations pays du HCR.
¹⁴ Opérations pays du HCR.
¹⁵ Opérations pays du HCR.

En République démocratique du Congo, 96% des réfugiés qui passent l'examen national au niveau primaire le réussissent. Ce chiffre stupéfiant est nettement supérieur au chiffre national de 71%.¹⁶

Taux de réussite aux examens nationaux du primaire

Principaux pays d'accueil, comparaison entre les réfugiés et les moyennes nationales



De nombreux facteurs influencent l'apprentissage, mais l'un des plus évidents est la qualité de l'enseignement. Nous ne disposons pas de données suffisantes pour connaître la proportion d'enseignants travaillant avec des élèves réfugiés qui ont acquis un niveau minimum de qualifications, mais d'autres indicateurs peuvent servir de paramètres utiles pour mesurer la qualité de l'éducation, tels que le nombre d'élèves par enseignant.

Il n'y a pas de consensus sur le ratio idéal, qui varie dans tous les cas selon les groupes d'âge. Il est toutefois admis que les enfants plus jeunes et les apprenants issus de milieux défavorisés bénéficient d'un ratio élèves/enseignant plus faible.¹⁷ Bien que peu de pays soient en mesure de fournir des chiffres fiables, certains semblent avoir des ratios très élevés – l'Ouganda, par exemple, compte en moyenne 73 élèves réfugiés par enseignant.¹⁸

Les différences avec les moyennes nationales sont également marquées dans certains cas. Par exemple, alors que la moyenne nationale du nombre d'élèves par enseignant au Burundi est de 43,19 elle est de 62 pour les réfugiés.²⁰

¹⁶ Opérations pays du HCR.

¹⁷ OCDE, « GPS Éducation : taille de la classe & ratio élèves/enseignant » (disponible en anglais : "Education GPS: Class Size & Student-Teacher Ratio"), Paris : OCDE, 2022, <https://bit.ly/3R0Sbvk>

¹⁸ Opérations pays du HCR.

¹⁹ Banque mondiale, « Données ouvertes de la Banque mondiale : ratio élève – enseignant au primaire », Données ouvertes de la Banque mondiale, 2018, <https://donnees.banquemondiale.org/>

²⁰ Opérations pays du HCR.

FOCUS RÉGIONAL :

L'ACCÈS A L'ÉDUCATION DANS LES AMÉRIQUES

Fin 2022, les Amériques comptaient plus de 700 000 réfugiés et 5,3 millions d'autres personnes ayant besoin de protection.²¹ La plupart étaient des Vénézuéliens déplacés à l'étranger: la Colombie (2,5 millions), le Pérou (976 400) et l'Équateur (555 400) accueillent les populations déplacées les plus importantes de la région.²²

Scolarisation des réfugiés

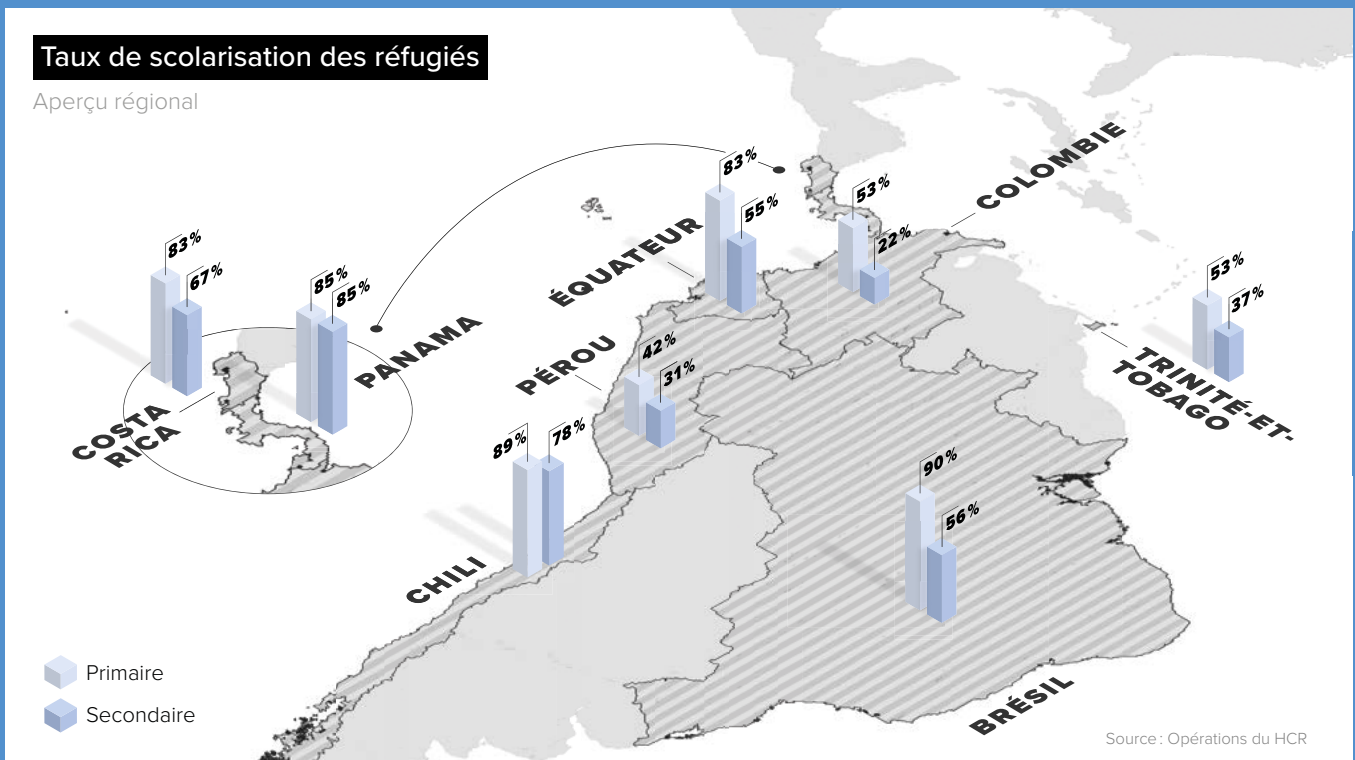
Les données indiquent que le taux de scolarisation des réfugiés dans les Amériques est faible. En premier lieu, les taux de scolarisation chutent entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire dans pratiquement tous les pays ayant communiqué des données. Il existe également de grandes différences entre les moyennes nationales et le taux de scolarisation des réfugiés. Comme le montre le graphique ci-dessous, au Pérou, par exemple, le taux de scolarisation des réfugiés dans le primaire n'est que de 42 %, ²³ alors que le chiffre national correspondant est de 121%.²⁴

Évaluations/apprentissage

Des progrès intéressants ont été réalisés dans l'évaluation des apprentissages pour les populations déplacées de force dans la région des Amériques.

En Colombie, l'examen Saber 11 évalue les compétences en 11^{ème} année et constitue une condition d'accès à l'enseignement supérieur. Les données ventilées disponibles pour les Vénézuéliens indiquent qu'ils obtiennent des résultats similaires à ceux des Colombiens dans les matières testées. En 2020, les Vénézuéliens ont obtenu en moyenne 46 points en anglais à l'examen Saber 11, tandis que les Colombiens ont obtenu 47 points. En mathématiques, le score moyen des Vénézuéliens était de 49 points, tandis que celui des Colombiens était de 51 points.²⁵

D'autres progrès sont attendus en matière d'évaluation des apprentissages. En 2025, la prochaine édition d'une enquête régionale menée dans 16 pays, qui mesure les résultats des élèves de 3^{ème} et 6^{ème} année en mathématiques et en lecture, inclura pour la première fois les populations déplacées de force, produisant ainsi de nouvelles données importantes.



²¹ HCR, « Tendances mondiales – Déplacement forcé en 2022 »

²² HCR.

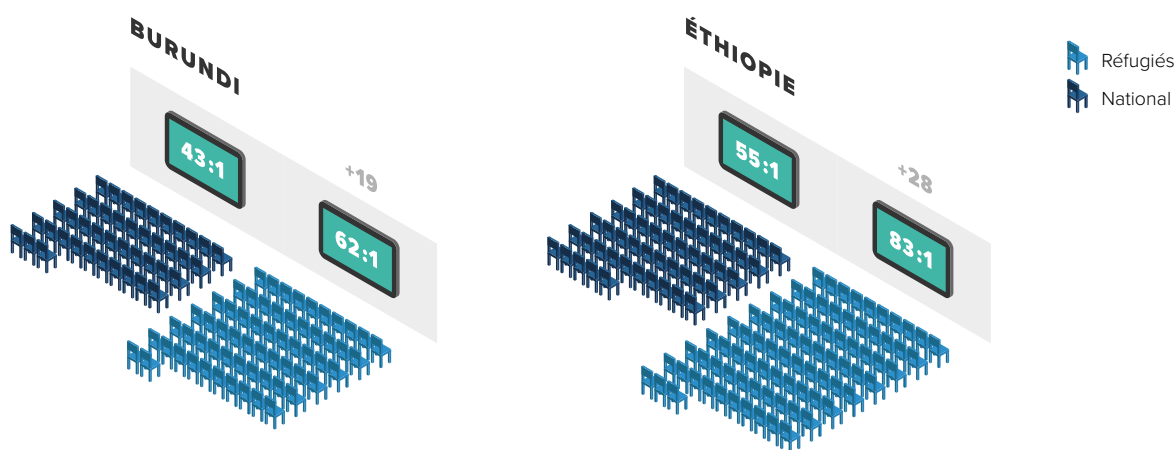
²³ Opérations pays du HCR.

²⁴ UNESCO-ISU, « Statistiques ISU ».

²⁵ R4V, "GIFMM Colombia: Análisis de Resultados Del Examen de Estado de La Educación Media, ICFES – Saber 11 (2022) En Población Escolar Refugiada y Migrante de Venezuela," 2022, <https://www.r4v.info/es/document/gifmm-colombia-analisis-de-resultados-del-examende-estado-de-la-educacion-media-icfes-0>.

Education primaire : nombre d'élèves par enseignant

Moyennes nationales et pour les réfugiés



Source : Opérations du HCR COMPASS et World Bank

Obstacles à l'apprentissage pour les enfants d'Ukraine

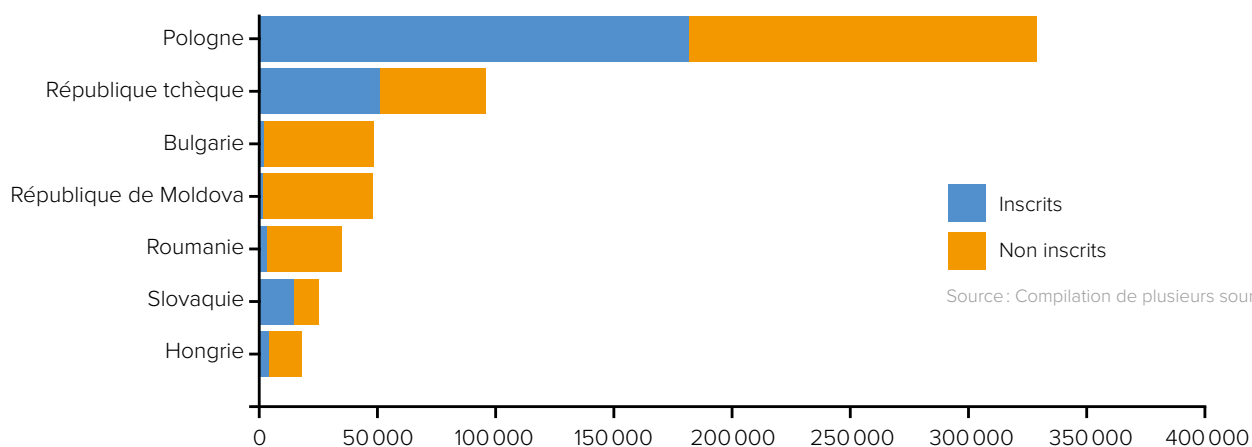
En juin 2023, l'Europe comptait près de 6 millions de réfugiés ukrainiens.²⁶ Selon les estimations, **40%** d'entre eux, soit près de 2,5 millions, sont des enfants.²⁷ La plupart ont fui vers des pays voisins ou proches, notamment la Pologne, l'Allemagne, la Moldavie, la Roumanie et la Tchéquie.

L'Union européenne a pris des mesures décisives pour veiller à ce que les enfants réfugiés d'Ukraine soient bien accueillis dans les pays d'accueil grâce à l'activation de la directive sur la protection temporaire (DPT), qui accorde des permis de séjour aux personnes éligibles, leur donnant accès aux services gouvernementaux, notamment à l'éducation.

Cependant, pour diverses raisons, environ six enfants réfugiés ukrainiens sur dix ne sont pas scolarisés dans les écoles du pays d'accueil. Les taux varient : par exemple, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire en Bulgarie, en Hongrie, en Moldavie, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie et en Tchéquie (qui accueillait au total un peu plus de 2,5 millions de réfugiés ukrainiens au 14 juin 2023) est estimé à 43%, avec une large fourchette allant de 4% à 59%. Les données concernant les autres pays varient mais ne sont pas encourageantes.

Nombre d'enfants réfugiés ukrainiens en âge d'être scolarisés

Nombre d'inscrits par pays d'accueil



Source : Compilation de plusieurs sources

²⁶ HCR, « Situation Ukraine Mise à jour Flash #46 » (disponible en anglais : "Ukraine Situation Flash Update #46"), Portail de données opérationnelles du HCR, 2023, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/100493>.

²⁷ HCR, « Plan de réponse régional en faveur des réfugiés pour la situation en Ukraine » (disponible en anglais : "Regional Refugee Response Plan for the Ukraine Situation"), 2022, <https://bit.ly/3qXvSf5>.



📷 Masha, 12 ans, originaire de Dnipro en Ukraine, lit un livre dans sa chambre dans un centre d'accueil pour réfugiés à Cracovie, en Pologne. © HCR/Anna Liminowicz

Manque de clarté

Le manque de recours aux possibilités d'éducation est en partie dû aux différences d'approche entre les États membres en ce qui concerne certains droits prévus par la DPT. De leur côté, les réfugiés ont également rencontré divers obstacles tels que le manque d'informations sur la disponibilité des écoles, les barrières linguistiques et l'absence de documents pertinents tels que les dossiers scolaires antérieurs.

Le ministère ukrainien de l'Éducation a par ailleurs encouragé l'utilisation d'un programme d'apprentissage en ligne conçu en réponse à la pandémie de COVID-19, appelé «All-Ukraine Online School» (École en ligne pour toute l'Ukraine).²⁸ Entre février et juin 2022, les États d'accueil ont adopté différentes approches, allant de l'inscription immédiate dans les écoles locales où les réfugiés et les non-réfugiés apprennent les uns avec les autres, à une combinaison des programmes scolaires du pays d'accueil et de l'Ukraine, en passant par l'apprentissage à distance à temps plein en s'appuyant sur la plateforme d'apprentissage en ligne de l'Ukraine.

Les données sur le nombre de réfugiés qui suivent le programme ukrainien en ligne sont limitées. Toutefois, à l'été 2022, plus de 50 % d'entre eux le faisaient en Moldavie, en Slovaquie et en Roumanie, contre moins de 30 % en Pologne.

Il est généralement admis qu'un environnement sans ségrégation constitue une meilleure approche car il permet aux enfants d'interagir avec leurs camarades de classe et de recevoir un soutien approprié.²⁹

Résultats mitigés

L'apprentissage en ligne semble avoir apporté des avantages et des inconvénients. Certains éléments indiquent que peu d'enfants l'utilisent ou qu'ils suivent à la fois les cours en ligne et le programme scolaire du pays d'accueil, ce qui double leur charge de travail.³⁰

Toutefois, en Moldavie, l'apprentissage en ligne proposé par le ministère ukrainien de l'Éducation est le service éducatif le plus utilisé par les enfants réfugiés en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire : jusqu'à 61 % d'entre eux étudiaient en ligne,³¹ sans compter les enfants d'âge préscolaire.³² Selon une évaluation, 82 % des parents ont déclaré qu'ils préféreraient que leurs enfants étudient via les plateformes ukrainiennes en ligne plutôt que d'aller à l'école primaire. En Géorgie, on estime que 45 % des élèves étudient en ligne, tandis qu'en Roumanie, ce chiffre s'élève à 71%.³³

Obstacles supplémentaires

Malgré la mise en place de politiques adéquates, il existe d'autres obstacles à l'accès à l'école pour les enfants réfugiés ukrainiens. Comme de nombreuses régions d'Ukraine sont encore touchées par la guerre, il est difficile pour les familles de réfugiés de planifier un retour chez elles,³⁴ ce qui influe également sur la décision de mettre leurs enfants dans les systèmes éducatifs des pays d'accueil ou de s'en tenir au programme ukrainien.

En outre, la capacité des systèmes éducatifs nationaux des pays d'accueil – notamment la pénurie d'enseignants et d'autres personnels – constitue un défi, en particulier dans les villes. La Tchéquie, la Pologne et la Hongrie font face à une grave pénurie d'enseignants,³⁵ tandis que certains pays peinent à trouver suffisamment de professionnels pour fournir des services de santé mentale et de soutien psychosocial.³⁶

²⁸ Save the Children, « 'C'est ma vie et je ne veux pas en perdre une année' : les expériences et le bien-être des enfants fuyant l'Ukraine » (disponible en anglais : "This Is My Life, and I Don't Want to Waste a Year of It: The Experiences and Wellbeing of Children Fleeing Ukraine"), Centre de ressources de Save the Children, 2022, <https://bit.ly/3EiUvWQ>.

²⁹ Commission européenne, « Soutenir l'inclusion des enfants déplacés d'Ukraine dans l'éducation : considérations, principes clés et pratiques pour l'année scolaire 2022-2023 » (en anglais : "Supporting the Inclusion of Displaced Children from Ukraine in Education: Considerations, Key Principles and Practices for the School Year 2022-2023"), 2022.

³⁰ Save the Children, « 'C'est ma vie et je ne veux pas en perdre une année' » (disponible en anglais : "This Is My Life, and I Don't Want to Waste a Year of It").

³¹ REACH et UNICEF, « Moldavie : Évaluation des besoins multisectoriels » (disponible en anglais : "Moldova: Multi-Sector Needs Assessment"), 2022, <https://bit.ly/45sSNOI>.

³² Groupe de travail interagences sur l'éducation, « Moldavie : évaluation rapide des besoins en éducation » (disponible en anglais : "Moldova Rapid Education Needs Assessment"), HCR, 2023.

³³ Mise à jour opérationnelle interagences, « République tchèque : mise à jour opérationnelle inter-agences » (disponible en anglais : "Czech Republic: Inter-Agency Operational Update"), 2022, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/96855>.

³⁴ Groupe de travail interagences sur l'éducation, « Moldavie : évaluation rapide des besoins en éducation » (disponible en anglais : "Moldova Rapid Education Needs Assessment").

³⁵ Akila Quinio et al., « Recherchés : des dizaines de milliers d'enseignants pour combler les manques en personnel dans les écoles européennes » (disponible en anglais : "Wanted: Tens of Thousands of Teachers to Staff Europe's Schools"), Financial Times, 2 septembre 2022.

³⁶ Commission européenne, « Soutenir l'inclusion des enfants déplacés d'Ukraine dans l'éducation : considérations, principes clés et pratiques pour l'année scolaire 2022-2023 » (en anglais : "Supporting the Inclusion of Displaced Children from Ukraine in Education: Considerations, Key Principles and Practices for the School Year 2022-2023").



📷 Des enfants réfugiés ukrainiens construisent un robot de breakdance lors d'un cours de robotique organisé par l'ONG Next Step Association à Budapest, en Hongrie.
© HCR / Erno Simon



📷 Nilab Akhmad se rend à la bibliothèque à Berlin, en Allemagne.
© HCR / Gordon Welters

TÉMOIGNAGE

MON PARCOURS :

RÉUSSIR ENVERS ET CONTRE TOUT : QUAND L'ÉDUCATION PERMET AUX RÉFUGIÉS DE SURMONTER LES OBSTACLES

Dr Nilab Akhmad, 24 ans, originaire d'Afghanistan, espère entamer son doctorat en dentisterie en Allemagne.



On dit que la foudre ne frappe jamais deux fois. C'est pourtant ce qui s'est passé pour moi et ma famille. Nous avons d'abord dû quitter l'Afghanistan, puis, en 2022, nous avons été contraints de quitter notre nouvelle vie en Ukraine.

Après quelques années en Ukraine, je me sentais à l'aise, capable de poursuivre mes études au plus haut niveau. Nous avons appris à apprécier l'accueil chaleureux des Ukrainiens parmi lesquels nous vivions et qui étaient toujours très amicaux et prêts à nous aider. Mais lorsque la guerre a éclaté, les hostilités nous ont obligés à repartir, à chercher la sécurité dans un autre pays, cette fois l'Allemagne. Je suis devenue une « double réfugiée ».

Mon parcours a été marqué par une multitude de défis : culturels, éducatifs, financiers, religieux et linguistiques. Pourtant, je crois que je suis un témoignage vivant de la résilience des réfugiés, quelqu'un qui a surmonté les nombreux obstacles que la vie met sur son chemin.

Après avoir quitté l'Afghanistan, avec mes parents et mes trois frères, nous sommes arrivés en Ukraine. J'ai emporté avec moi mon rêve de devenir une grande dentiste, car j'avais vu en Afghanistan que les femmes et les filles ne pouvaient pas consulter de dentistes hommes et étaient donc exclues des soins dentaires en raison de leur sexe. Je voulais changer cela en devenant une femme dentiste, désireuse et capable de traiter des patientes. Au départ, je craignais que mes origines soient un obstacle à la poursuite de mes études, sans parler de la barrière de la langue. Pourtant, en Ukraine, j'ai trouvé une communauté qui accueillait la diversité à bras ouverts, ce qui m'a permis de me sentir bienvenue et acceptée. Les Ukrainiens ont rapidement dissipé mes inquiétudes quant à ma situation de réfugiée dans leur pays.

Bien que j'aie réussi à poursuivre mes études, je me suis heurtée à un obstacle majeur : aucun des établissements d'enseignement supérieur dans lesquels je souhaitais étudier n'accordait d'aide financière spécifique pour les étudiants réfugiés.

Sans me décourager, j'ai été admise à la faculté dentaire d'une université privée à Odessa et j'ai eu la chance que mon père puisse trouver un moyen de payer mes frais de scolarité. Grâce au soutien indéfectible de ma famille et à un travail acharné, j'ai terminé les deux premières années d'université et j'ai ensuite demandé une bourse DAFI.³⁷ Heureusement, mes études assidues et mes excellents résultats aux examens m'ont permis d'obtenir une bourse DAFI, ce qui m'a permis de terminer le cursus. Je me souviendrai toujours du jour et du moment où j'ai appris l'heureuse nouvelle de l'obtention de la bourse!

« Je n'ai pas oublié les laissés-pour-compte ».

Tout allait si bien, mais soudain, ma famille et moi avons dû fuir à nouveau. La guerre en Ukraine rendait la vie trop risquée et dangereuse, et nous avons été contraints de quitter ce pays, comme nous avons quitté l'Afghanistan quelques années auparavant. À l'époque, je suivais le dernier semestre de mon master et, une fois de plus, la vie était pleine d'incertitudes, de complications et de doutes insupportables: l'Allemagne serait-elle aussi accueillante que l'Ukraine? Serais-je capable d'apprendre une nouvelle langue et de m'adapter à une nouvelle culture? Je voulais entamer mon doctorat, mais en même temps, j'avais même du mal à trouver un appartement!

À ce moment-là, j'ai repensé à mon idole: Malala Yousafzai, l'étudiante pakistanaise qui a tant souffert pour son droit à l'éducation et qui a tant fait pour l'éducation des femmes. Chaque fois que j'ai lu des articles sur son courage, cela m'a donné le courage d'aller de l'avant. Elle m'a fait prendre conscience du fait qu'un jour, je cesserais de me sentir impuissante, que j'atteindrais mes objectifs et que j'apporterais alors mon aide aux filles de mon propre pays qui ont besoin de soutien en cette période de crise en Afghanistan.

Je n'ai pas oublié celles qui n'ont pas eu ma chance, comme mon amie Sarah, qui a récemment terminé le lycée et qui voulait aller à l'université, jusqu'à ce que les autorités de fait interdisent aux femmes de le faire. Kaboul est tombée un jour avant qu'elle et ses camarades de classe ne passent leur dernier examen scolaire, et les ambitions de Sarah de devenir politicienne ont été brisées en même temps que son éducation.

Ou encore Lina, enseignante depuis 12 ans, qui affirme qu'elle et ses collègues poursuivent leur travail mais sont toujours confrontées à des difficultés financières et autres.



📷 Nilab, qui prépare un doctorat en dentisterie thérapeutique, consulte des ouvrages de référence à la bibliothèque. © HCR / Gordon Welters

Surmonter les défis

Je veux les encourager, ainsi que d'autres femmes et jeunes filles, à réaliser leurs aspirations, à surmonter les obstacles qui se dressent sur leur chemin et à nourrir un esprit de détermination inébranlable.

Je sais que ce n'est pas facile: j'ai été ignorée, on m'a fermé des portes alors que je méritais des opportunités, mais j'ai tenu bon et aujourd'hui je me lance dans un doctorat en dentisterie thérapeutique pour atteindre le plus haut niveau d'éducation et compter parmi les meilleures. Je sais que même si vous êtes forte et courageuse, cela ne veut pas dire que vous ne serez pas blessée par les paroles et les attitudes négatives des autres, mais vous devez les ignorer et aller de l'avant. Et je veux être la voix de celles et ceux que je ne peux pas aider directement.

J'espère que des personnes puissantes et influentes liront mon histoire et mon message et qu'elles seront inspirées pour aider les femmes et les jeunes filles du monde entier à réaliser leur potentiel, comme je l'ai fait.

³⁷ Le programme DAFI permet aux étudiants réfugiés ou rapatriés d'étudier pour obtenir un diplôme de premier cycle dans leur pays d'asile ou d'origine.



📷 Monicah Malith dans un amphithéâtre de l'université de Nairobi, où elle est étudiante en troisième année de droit.
© HCR / Charity Nzomo

TÉMOIGNAGE

MON PARCOURS : SURMONTER LES ÉPREUVES

Monicah Malith, 25 ans, originaire du Soudan du Sud, est étudiante en droit au Kenya et la première femme réfugiée à être élue présidente de l'association des étudiants de l'université de Nairobi.

En tant que réfugiée, j'ai été confrontée à de nombreux défis au cours de mon parcours éducatif, mais grâce à ma détermination, ma résilience et mon travail acharné, j'ai surmonté ces difficultés personnelles.

Il y a eu des épreuves dévastatrices – notamment la perte de mon père alors que je passais des examens au lycée, les luttes constantes pour payer les frais de scolarité et la pression permanente pour consentir à des mariages forcés – mais aussi de l'espoir et des opportunités.

Je pense que le fait de partager mon expérience peut permettre à d'autres filles réfugiées, confrontées à des défis et à des revers comme les miens, de découvrir que l'éducation est la clé pour transformer sa vie, s'affranchir des contraintes sociétales et tracer sa propre voie.

En tant qu'enfant ayant grandi au Soudan du Sud, je n'ai rien connu d'autre que l'élevage. Mon père avait un grand troupeau de vaches et nous nous déplaçons constamment

à la recherche de pâturages et d'eau. Mais il y avait aussi la guerre et lorsque les combats se sont intensifiés, j'ai été envoyée à Juba, la capitale, avec d'autres jeunes enfants.

Je n'avais que 12 ans, mais selon la tradition, j'allais bientôt me marier et il y avait déjà quatre prétendants. Heureusement pour moi, ma tante partait au Kenya pour se mettre à l'abri du conflit, et mon père m'a laissé l'accompagner pour l'aider dans les tâches ménagères. À cette époque, l'éducation n'était même pas un rêve pour moi.

Il nous a fallu trois jours de voyage à bord d'un camion chargé de caisses de soda pour atteindre le camp de réfugiés de Kakuma, d'où nous sommes partis pour Eldoret. Je me souviens parfaitement de la date de mon arrivée : c'était un dimanche matin, à 10 heures, le 13 juillet 2008.

Lorsque je me suis inscrite à l'école primaire un an plus tard, j'étais la plus âgée de ma classe, je ne parlais que ma langue maternelle, je ne savais pas écrire mon nom et je ne pouvais

même pas compter jusqu'à 10! Mais j'étais déterminée, je travaillais dur et j'ai vite rattrapé mon retard. À la fin de l'année, j'étais la première de ma classe.

Alors que la crise au Soudan du Sud s'aggravait, les contraintes financières rendaient difficile le paiement des frais de scolarité, tandis que la pression sociale et culturelle pour que je me marie devenait insupportable au fur et à mesure que j'avancais dans l'adolescence. En rentrant de l'école, je découvrais que de nombreux hommes voulant m'épouser avaient rendu visite à ma tante, mais je souhaitais poursuivre mes études.

« La bourse... m'a libérée de l'idée que quelqu'un exigerait quelque chose en échange de mon éducation ».

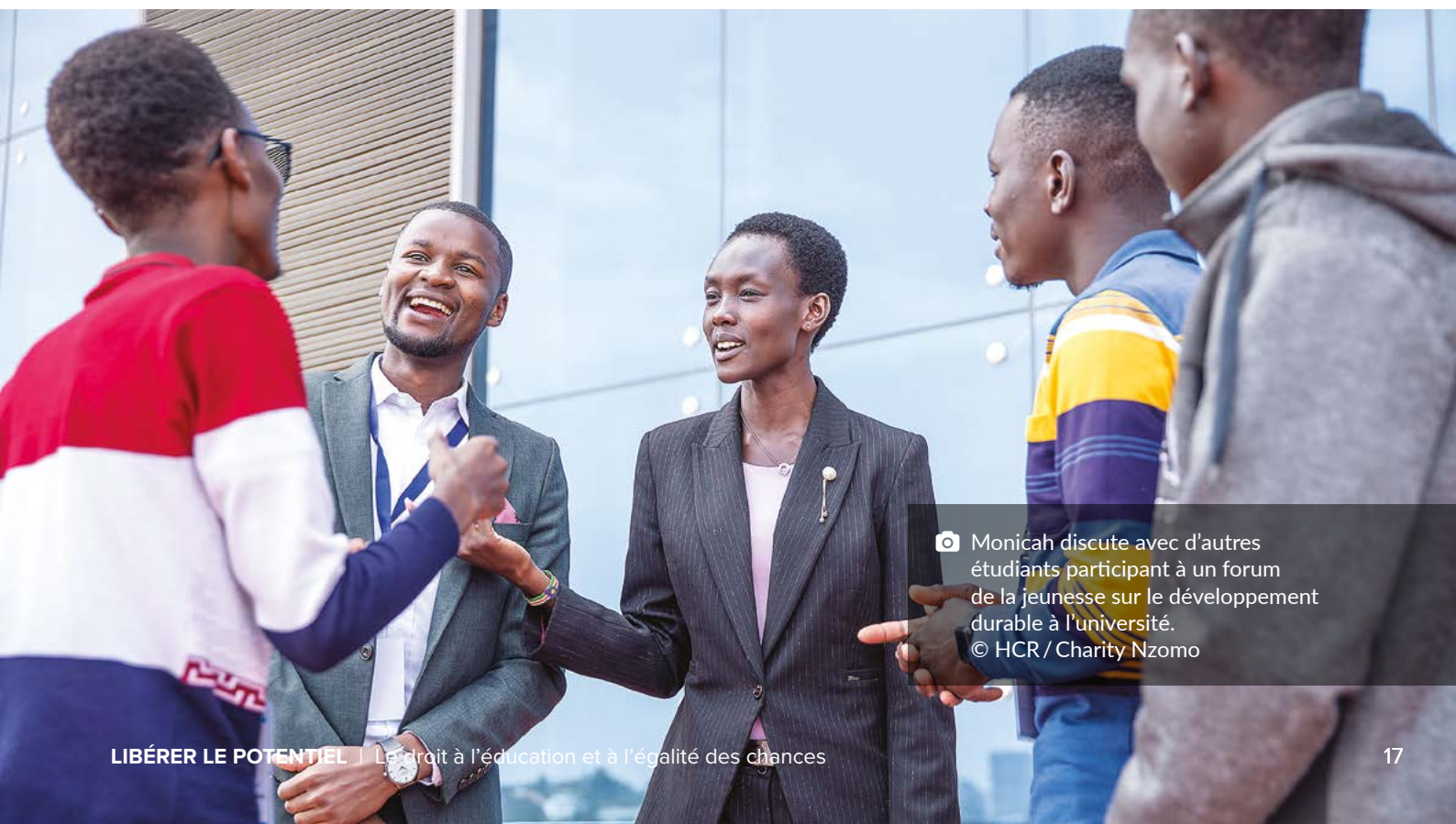
Un homme a proposé de payer mes frais de scolarité et j'ai eu l'impression d'avoir trouvé quelqu'un qui se souciait vraiment de mes études, mais il m'a dit que je devrais l'épouser en retour. Je me suis sentie trahie et trompée, et j'ai rejeté son offre, même si je pensais parfois qu'il serait plus facile d'être mariée et d'avoir quelqu'un pour subvenir à mes besoins. Grâce à un groupe de l'église, j'ai pu trouver un parrain et j'ai travaillé dur tout au long du lycée, mais juste avant les examens nationaux, mon père est tombé malade, son état de santé s'aggravant de jour en jour. La perte de mon père a été un choc dévastateur. Je n'avais personne pour me soutenir. Envahie par le chagrin, j'ai rassemblé toutes mes forces pour honorer sa mémoire et terminer mes examens avec succès.

Alors que j'envisageais l'avenir après l'école et le rêve de l'université, les bourses d'études offraient une lueur d'espoir en apportant un soutien financier et en protégeant les jeunes filles réfugiées comme moi des mariages forcés, mais la pandémie de COVID-19 a frappé et tout a été retardé.

J'ai toujours voulu améliorer le système judiciaire dans mon pays, le Soudan du Sud, et j'ai donc postulé pour étudier le droit à l'université de Nairobi. Au milieu de ma première année, j'ai entendu parler de la bourse DAFI sur les réseaux sociaux. J'ai immédiatement candidaté et j'ai eu la chance d'être sélectionnée. La bourse m'a apporté la tranquillité d'esprit, sachant que mes frais de scolarité seraient payés, et m'a libérée de l'idée que quelqu'un exigerait quelque chose en échange de mon éducation.

L'année dernière, j'ai été élue présidente de l'association des étudiants de l'université de Nairobi, devenant ainsi la toute première femme réfugiée à occuper ce poste. À ce titre, je plaide pour un soutien financier accru envers les étudiants réfugiés et pour une plus grande bienveillance, car nous, les réfugiés, avons tous souffert d'hostilité et de traumatismes dans notre vie.

Mon parcours personnel illustre la résilience et la détermination des filles réfugiées et montre qu'en nous donnant les moyens d'agir grâce à l'éducation, nous pouvons briser le cycle de la précarité et ouvrir la voie à un avenir plus radieux. Si vous saisissez toutes les opportunités, rien ni personne ne pourra vous empêcher d'atteindre vos objectifs.



Monicah discute avec d'autres étudiants participant à un forum de la jeunesse sur le développement durable à l'université.
© HCR / Charity Nzomo

📷 Manar Emad photographée le jour de sa remise de diplôme à l'école d'infirmières de Tanger, au Maroc. © Avec l'aimable autorisation de Manar Emad



TEMOIGNAGE

MON PARCOURS : APPRENDRE À S'ADAPTER

Manar Emad, 23 ans, originaire d'Iraq, récemment diplômée, travaille comme infirmière au Maroc tout en étudiant le droit.



Depuis toute petite, je rêve de devenir infirmière. J'ai été inspirée par celles qui s'occupaient de moi lorsque j'étais malade, et je voulais améliorer la vie des gens, comme elles l'avaient fait pour moi. Je n'avais que cinq ans lorsque nous avons quitté l'Iraq en 2005, pendant la guerre, et je me souviens à quel point ma mère s'est battue pour que moi, mes deux frères et ma sœur soyons en sécurité. Nous nous sommes installés au Maroc, à Tanger, une ville charmante !

Les Marocains nous ont bien accueillis même si mes débuts à l'école ont été difficiles car j'étais la seule fille iraquienne et j'ai dû subir de nombreuses brimades de la part des autres enfants, mais j'étais forte et je me défendais. J'ai travaillé dur au lycée, étudiant des jours entiers sans me reposer, afin d'être acceptée dans un programme d'études en soins infirmiers en 2019. J'étais très enthousiaste à l'idée de commencer un cursus m'amenant à soigner des patients, mais c'était aussi un véritable défi. L'école d'infirmières peut être très difficile - apprendre toute la terminologie et tous les concepts médicaux, trouver un équilibre entre les cours et les exigences cliniques – il y a beaucoup d'informations

à apprendre et beaucoup de compétences pratiques à maîtriser. Toutefois, avec le temps et la pratique, c'est devenu plus facile, et mon niveau de stress a diminué.

Lorsque la pandémie a débuté, j'ai rencontré des difficultés dans mes études, comme beaucoup d'autres personnes dans le monde entier. Les interactions en face à face avec mes professeurs et mes camarades de classe me manquaient, et il était plus difficile d'obtenir le soutien dont j'avais besoin. Comme d'autres, j'ai dû gérer le stress et l'incertitude liés à la pandémie mondiale, qui se sont ajoutés à la charge de travail déjà difficile du programme de l'école d'infirmières.

En raison des protocoles de sécurité et des restrictions liées à la distanciation sociale, j'ai manqué d'expérience clinique et d'apprentissage pratique, ce qui a entravé ma confiance en mes capacités croissantes en tant qu'infirmière. Cependant, j'étais déterminée à réussir et j'ai trouvé des moyens de m'adapter à ce nouvel environnement d'apprentissage. J'ai eu recours à des groupes d'étude en ligne et à des séances de tutorat virtuel pour m'aider à garder le cap. J'ai également

veillé à prendre soin de ma santé mentale et physique en faisant des pauses, en restant active et en entretenant des liens avec mes amis et ma famille.

Outre les défis de l'apprentissage en ligne, la pandémie a également impacté les stages cliniques au cours desquels les étudiants acquièrent une précieuse expérience du monde réel en travaillant avec des patients et des professionnels de la santé. Les hôpitaux et les cliniques ont dû limiter le nombre d'étudiants admis dans leurs établissements. Mes camarades de classe et moi-même avons dû nous battre pour très peu de places. Cela a rendu plus difficile l'acquisition de l'expérience pratique nécessaire pour devenir une infirmière compétente. J'ai été persévérante et j'ai pu obtenir une place dans un hôpital local pour effectuer mes stages cliniques. J'ai veillé à me tenir au courant des derniers protocoles et précautions en matière de sécurité, afin de montrer à l'hôpital que je prenais au sérieux ma sécurité et celle de mes patients.

« Mon rêve de devenir infirmière est devenu réalité ».

J'ai beaucoup appris en travaillant à l'hôpital, mais cette expérience a aussi été accompagnée de défis.

Je craignais de ramener le virus dans ma famille car, en tant que professionnelle de la santé, j'étais plus exposée. J'étais particulièrement préoccupée par l'impact potentiel sur mes proches. J'ai pris toutes les précautions possibles pour minimiser le risque de transmission, notamment en portant des équipements de protection à l'hôpital, en me

lavant fréquemment les mains et en adoptant une attitude de distanciation sociale.

Si tomber malade ou propager le virus était une préoccupation constante, je sentais aussi qu'il était important de continuer à travailler et à faire ma part pour aider les patients pendant cette période difficile.

La pandémie a également eu des effets positifs. J'ai vu de mes propres yeux l'impact que les infirmières peuvent avoir sur la vie des patients, ce qui m'a rendue encore plus déterminée à poursuivre mon rêve et à faire une différence dans le monde. La pandémie m'a aussi obligée à faire preuve de plus d'adaptabilité et de souplesse dans mon approche de l'apprentissage et de la résolution des problèmes. J'ai dû trouver de nouvelles façons de communiquer avec mes camarades de classe et mes instructeurs, ce qui m'a aidée à développer de nouvelles compétences et stratégies pour travailler dans un monde qui évolue rapidement. Si la pandémie a été difficile, elle m'a aussi permis de grandir et de me développer en tant que personne et future infirmière.

J'ai obtenu mon diplôme en 2022 et je suis maintenant une infirmière pleinement qualifiée. Parallèlement, je me suis inscrite à l'université pour étudier le droit. Mon rêve de devenir infirmière est devenu réalité. J'aime mon travail et je veux être la meilleure infirmière possible.

📷 Vaccins contre le COVID-19 conservés au froid. © HCR / Jose Cendon





APPEL À L'ACTION

VERS UN ACCÈS À L'ÉDUCATION POUR TOUS LES RÉFUGIÉS

Des élèves vénézuéliens et colombiens déplacés internes à l'école Tierra Bomba à Carthagène, en Colombie.
© HCR / Santiago Escobar-Jaramillo

Avec le soutien adéquat des donateurs, de la société civile et d'autres partenaires, les pays d'accueil des réfugiés peuvent intégrer pleinement les enfants et les jeunes réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, garantissant ainsi l'inclusion et l'opportunité pour tous.

L'éducation est essentielle pour s'épanouir dans la vie, conduisant à de meilleures opportunités d'emploi, des salaires plus élevés et une meilleure qualité de vie. Pour les filles en particulier, l'éducation supérieure est associée à une moindre probabilité de mariage et de grossesse précoces, ce qui leur permet de prendre leur destin en main.

Les récits présentés dans ce rapport témoignent de la force des enfants et des jeunes réfugiés – et en particulier des filles et des jeunes femmes – qui, face à une adversité difficilement imaginable, ont gardé leur détermination à rester à l'école et à poursuivre leur éducation.

Cependant, les chiffres présentés soulignent l'ampleur du travail qu'il reste à accomplir pour que la réalisation de l'Objectif de développement durable n°4 sur l'éducation de qualité et de ses cibles devienne une réalité pour tous les élèves, partout dans le monde, y compris les réfugiés.

Conformément à l'Initiative mondiale sur l'éducation dans les situations de crise et à l'Appel à l'action sur le financement de l'éducation, convenus lors du Sommet sur la transformation de l'éducation de 2022, et en prévision du Forum mondial sur les réfugiés de 2023, les domaines d'action prioritaires sont présentés ci-dessous.

Reconnaissant les efforts que les États ont déjà déployés afin d'accroître les opportunités pour les réfugiés, nous appelons divers acteurs, notamment les partenaires, la société civile, les donateurs et d'autres, à soutenir les États pour :

1. Améliorer l'accès à l'éducation et les résultats de l'apprentissage pour les enfants et les jeunes touchés par les crises.

La société civile et les partenaires peuvent soutenir les États d'accueil en :

- Plaidant pour que les gouvernements intègrent tous les jeunes dans leurs plans nationaux d'éducation selon des modalités qui respectent la diversité des besoins, des aptitudes et des capacités, et exemptes de toute forme de discrimination.
- Aidant les États à surveiller et à garantir que tous les élèves acquièrent les compétences fondamentales en matière de lecture, d'écriture et de calcul, ainsi que les compétences socio-émotionnelles essentielles à la réussite de l'apprentissage.
- Aidant les États à garantir que les programmes d'éducation permettent aux jeunes d'acquérir des compétences professionnelles et pratiques essentielles, ainsi qu'à développer des formations axées sur la demande et spécifiquement destinées aux réfugiés.

Les États peuvent :

- Supprimer les obstacles sociaux, économiques et politiques à l'enseignement primaire et secondaire pour tous les enfants et adolescents, y compris les réfugiés.
- Respecter les engagements existants et les lois et traités internationaux stipulant que les réfugiés peuvent accéder à l'éducation au même titre que les ressortissants du pays d'accueil.

2. Construire des systèmes éducatifs inclusifs et résilients face aux crises.

Les donateurs et les partenaires peuvent soutenir les États d'accueil en :

- Veillant à ce que les écoles disposent d'informations et d'outils pour préserver la santé et le bien-être, fournissent une alimentation adéquate, de l'eau et des installations sanitaires, et protègent les apprenants de la violence, de l'exploitation et des abus sexuels.
- Plaidant pour que l'éducation dans les situations d'urgence soit alignée tant sur les programmes nationaux et que sur les normes minimales en matière d'éducation définies par le Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (Inter-Agency Network for Education in Emergencies).

3. Intensifier et intégrer les interventions à fort impact et fondées sur des données probantes dans les politiques et les programmes nationaux.

Les donateurs et les partenaires peuvent soutenir les États d'accueil en agissant dans les domaines thématiques suivants :

- Enseignants – soutenir l'intégration des enseignants réfugiés dans les systèmes nationaux de gestion des enseignants, aligner leur recrutement et leur déploiement sur les normes nationales, reconnaître leurs qualifications antérieures et garantir un financement pluriannuel prévisible pour leur recrutement et leur développement professionnel.



Des enfants ukrainiens montrent leurs dessins pendant un cours au centre d'apprentissage financé par PepsiCo à Bucarest, en Roumanie.
© HCR / Andrew McConnell



📷 Des enfants ukrainiens et leur enseignante dans un centre d'apprentissage à Bucarest, en Roumanie, mis en place par PepsiCo au cours des premières semaines de la crise des réfugiés d'Ukraine. © HCR/ Andrew McConnell

- ➔ Égalité des sexes et inclusion – veiller à ce que les garçons et les filles réfugiés aient un accès égal aux systèmes éducatifs nationaux.
- ➔ Éducation préscolaire – veiller à ce que les enfants réfugiés aient accès à l'éducation préscolaire dans les mêmes conditions que les enfants du pays d'accueil.
- ➔ Compétences socio-émotionnelles et soutien psychosocial – fournir aux enfants réfugiés un soutien adéquat pour développer les compétences socio-émotionnelles et fondamentales qui renforceront leur apprentissage.
- ➔ Protection contre la violence – veiller à ce que tous les enfants soient éduqués dans des espaces sûrs et vivent dans des communautés exemptes de violence.
- ➔ Technologie et innovation dans l'éducation – accompagner les enfants et les jeunes grâce à des programmes d'éducation connectés, fondés sur des données probantes, qui utilisent des pratiques d'enseignement et d'apprentissage axées sur la technologie, contribuant ainsi à améliorer les compétences numériques, les aptitudes à la vie quotidienne et les résultats de l'apprentissage.

4. Maintenir et augmenter le financement externe, en veillant à ce qu'il atteigne tous les apprenants de manière équitable et qu'il s'aligne sur les priorités nationales en matière de planification.

Les donateurs peuvent aider les États en :

- ➔ Garantissant un financement fiable et pluriannuel pour mettre en place des systèmes éducatifs souples, capables de réagir aux crises, et incluant les réfugiés.
- ➔ Réaffirmant et respectant leurs engagements d'allouer 0,7% du revenu national brut à l'aide internationale, dont au moins 10% consacré à l'éducation.
- ➔ Aidant le HCR à innover et à trouver des solutions aux problèmes nouveaux et anciens, qu'il s'agisse de l'équipement des salles de classe, des infrastructures, de la connectivité, des ressources en ligne, de la formation des enseignants, des apprentissages et des stages, et en encourageant le secteur privé à jouer également un rôle dans ce domaine.

Les États sont encouragés à :

Respecter les engagements d'augmenter les dépenses globales pour l'éducation et cibler l'augmentation de manière équitable afin qu'elle profite aux apprenants les plus marginalisés, y compris les réfugiés.

LE MOT DE LA FIN

Leonardo Garnier,

Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la transformation de l'éducation

Accueillons les enfants réfugiés dans leur aventure d'apprentissage

Apprendre, c'est découvrir, chercher des réponses à des questions sans fin, s'informer, lire sur un sujet qui vous déconcerte, partager les résultats de vos recherches avec d'autres, apprendre avec les autres et des autres. L'apprentissage ne consiste pas seulement à répondre à des questions, mais aussi à imaginer et à se confronter collectivement à des questions nouvelles et plus difficiles, ou à les considérer sous un angle différent.

L'éducation est la clé de la construction d'une société de l'apprentissage, une société dans laquelle nous apprenons à apprendre, nous apprenons à faire, nous apprenons à vivre ensemble et nous apprenons à vivre. L'apprentissage ne commence pas à l'école. Il commence beaucoup plus tôt et il ne se termine jamais. C'est vraiment l'aventure de toute une vie. Lorsque nous refusons une telle aventure à une personne, quelle qu'en soit la raison, nous lui refusons l'accès à la voie la plus importante vers une vie productive, collaborative, pleine de sens et agréable. C'est pourquoi nous considérons l'éducation comme un droit humain essentiel et habilitant: un droit qui ouvre la porte à d'autres droits.

Et pourtant, pour de multiples raisons, des millions d'enfants et de jeunes sont toujours privés de leur droit à l'éducation, de leur droit d'apprendre. La pauvreté, les longues distances à parcourir pour se rendre à l'école, le manque d'enseignants et d'infrastructures, l'inégalité entre les sexes, la discrimination en droit et en pratique, ainsi que l'absence d'installations adéquates pour les personnes en situation de handicap, sont quelques-unes des raisons pour lesquelles des millions de personnes sont privées du droit à l'éducation.

Mais, comme l'atteste ce rapport, tous ces obstacles sont aggravés de manière particulièrement perverse par le défi auquel est confronté un nombre croissant d'élèves déplacés de force - en particulier les réfugiés. Soudain, sans faute de leur part, ils se retrouvent non seulement hors de l'école, mais aussi hors de leur foyer, de leur communauté, de leur pays et de leur culture. Ils se retrouvent en territoire inconnu, souvent privés d'un sentiment d'appartenance. Et ils ne se sentent pas toujours les bienvenus. Pour eux, apprendre peut devenir une mission presque impossible.

Je me souviens encore très bien de ma consternation lorsque, il y a des années, un ministre de l'Éducation de mon pays d'origine, le Costa Rica, s'était plaint que des ressources devaient être allouées aux enfants étrangers qui cherchaient refuge dans nos écoles après avoir fui la guerre dans d'autres



📷 Leonardo Garnier. © UN Photo/Jaclyn Licht

pays d'Amérique centrale. Ces enfants voulaient simplement être accueillis, recevoir leurs repas scolaires, utiliser le bus pour se rendre à l'école, s'asseoir dans une salle de classe et apprendre, comme n'importe quel autre élève. Ce que le ministre n'avait pas compris à l'époque, c'est que chaque enfant, quelle que soit son origine, a sa place à l'école. Compte tenu des défis uniques auxquels sont confrontés les enfants déplacés de force, ils méritent non seulement une place à l'école, mais aussi un accueil chaleureux et un accompagnement dédié.

« Il est impératif que nous soutenions le parcours éducatif des enfants déplacés ».

Cet effort a-t-il un coût pour les pays d'accueil? Oui, bien sûr, et il est important que la communauté internationale se mobilise pour aider les pays dans leurs efforts d'intégration des enfants déplacés et réfugiés dans leurs écoles. Mais ne nous focalisons pas uniquement sur le coût, car les pays d'accueil en tirent également d'énormes avantages à long terme. L'éducation consiste à apprendre à vivre ensemble, et le fait de partager la salle de classe avec des camarades étrangers et déplacés constitue une merveilleuse leçon d'amour et de solidarité pour nos enfants – et pour nous: nous devenons de meilleures personnes.

N'oublions pas non plus que nombre de ces enfants que nous accueillons aujourd'hui dans nos écoles seront nos futurs concitoyens contributeurs. Et n'oublions pas que beaucoup d'entre nous sommes les descendants des enfants déplacés d'hier – et je pense ici à mon grand-père, qui fut lui-même un adolescent migrant.

Il est impératif que nous soutenions le parcours éducatif des enfants déplacés. L'éducation est leur droit et notre responsabilité. En leur dispensant une éducation de qualité et en leur offrant les soins et le soutien dont ils ont besoin, nous favorisons leur résilience, développons leur potentiel et contribuons à une société plus inclusive et plus compatissante. Ne les privons pas du pouvoir transformateur de l'éducation, mais ouvrons-nous plutôt, ainsi que nos classes et nos communautés, à leurs histoires, leurs connaissances et leurs aspirations uniques. Ensemble, nous pouvons créer un monde où aucun enfant n'est laissé de côté et où chacun d'entre eux peut s'épanouir à travers son propre parcours d'apprentissage.



REMERCIEMENTS

Rapport rédigé et produit par: Cirenía Chavez Villegas, Arash Bordbar, Tristan McConnell, Becky Telford, Charlie Dunmore, Laura Bowles, Suzy Hopper et Barney Thompson.

Nous remercions Artur Borkowski et Lily Calaycay de la Section chargée des migrations, des déplacements, des urgences et de l'éducation (EME) de l'UNESCO pour leur contribution aux données et aux analyses politiques sur les enfants réfugiés ukrainiens.

Graphiques: Jan Luka Frey

Pour contacter l'équipe chargée de l'éducation au HCR afin d'obtenir de plus amples informations sur notre travail dans le domaine de l'éducation ou pour examiner les possibilités de dons, financements, bourses, données, partenariats et autres formes de collaboration, veuillez envoyer un courriel à Becky Telford à l'adresse suivante: telfordm@unhcr.org

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est une organisation mondiale qui se consacre à sauver des vies, protéger les droits et construire un avenir meilleur pour les personnes contraintes de fuir leur foyer en raison d'un conflit ou de persécutions. Nous menons une action internationale pour protéger les réfugiés, les communautés déplacées de force et les apatrides.

Nous apportons une aide vitale, contribuons à la protection des droits humains fondamentaux et élaborons des solutions qui garantissent aux personnes un lieu sûr où elles se sentent chez elles et peuvent se construire un avenir meilleur. Nous veillons également à ce que les apatrides obtiennent une nationalité.

Nous travaillons dans plus de 130 pays, mettant en œuvre notre expertise pour protéger et aider des millions de personnes.

© HCR, septembre 2023

Photo de couverture: © HCR/Charity Nzomo